

La durée de cette intervention est considérée comme un temps de travail effectif.  
La période d'astreinte fait l'objet d'une contrepartie, soit sous forme financière, soit sous forme de repos.  
Les salariés concernés par des périodes d'astreinte sont informés de leur programmation individuelle dans un délai raisonnable.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Astreinte dans le secteur privé : Organisation des astreintes, situation du salarié, garanties, conséquences sur la durée du travail (dispositions d'ordre public)

L. 3121-10

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Exception faite de la durée d'intervention, la période d'astreinte est prise en compte pour le calcul de la durée minimale de repos quotidien prévue à l'article **L. 3131-1** et des durées de repos hebdomadaire prévues aux articles **L. 3132-2** et **L. 3164-2**.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Astreinte dans le secteur privé : Organisation des astreintes, situation du salarié, garanties, conséquences sur la durée du travail (dispositions d'ordre public)

### Paragraphe 2 : Champ de la négociation collective

L. 3121-11

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Une convention ou un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord de branche peut mettre en place les astreintes. Cette convention ou cet accord fixe le mode d'organisation des astreintes, les modalités d'information et les délais de prévenance des salariés concernés ainsi que la compensation sous forme financière ou sous forme de repos à laquelle elles donnent lieu.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Astreinte dans le secteur privé : Mise en place, organisation des astreintes (champ de la négociation collective)

### Paragraphe 3 : Dispositions supplétives

L. 3121-12

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut d'accord prévu à l'article **L. 3121-11** :

- 1° Le mode d'organisation des astreintes et leur compensation sont fixés par l'employeur, après avis du comité social et économique, et après information de l'agent de contrôle de l'inspection du travail ;
- 2° Les modalités d'information des salariés concernés sont fixées par décret en Conseil d'Etat et la programmation individuelle des périodes d'astreinte est portée à leur connaissance quinze jours à l'avance, sauf circonstances exceptionnelles et sous réserve qu'ils en soient avertis au moins un jour franc à l'avance.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Astreinte dans le secteur privé : Mise en place, organisation des astreintes (dispositions supplétives)

### Sous-section 3 : Equivalences.

#### Paragraphe 1 : Ordre public

L. 3121-13

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le régime d'équivalence constitue un mode spécifique de détermination du temps de travail effectif et de sa rémunération pour des professions et des emplois déterminés comportant des périodes d'inaction.

[service-public.fr](http://service-public.fr)